



**AUTORISATION DE SURVOL & DE DEPOSE
DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES
ET LA RESERVE NATURELLE NATIONALE
DU NEOUVIELLE**

- autorisation numéro 2014 – 200 -

Pétitionnaire : EDF - DTG - centre hydrométéorologie Pyrénées Massif central
Adresse : EDF - DTG - centre hydrométéorologie Pyrénées Massif central - 62 bis, rue
Raymond IV - boîte postale 38503 - 31685 TOULOUSE CEDEX 6
Nature de la demande : survol & dépose de personnel,
Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées et réserve naturelle nationale du
Néouvielle,
Dossier suivi au Parc National des Pyrénées par M. Yves HAURE - Secrétaire général du Parc
National des Pyrénées,
Dossier suivi à EDF - DTG par Monsieur William LABORDERE

Le Directeur de l'établissement public du Parc National des Pyrénées,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L 331 19-2,

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R 331-19-2 du code de
l'environnement (*NOR : DEVL120758A*).

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de
la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de
l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu le décret numéro 2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du
Parc national des Pyrénées (*NOR : DEVL1234918D*),

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées, référence 2011158-11 en date du 8 juin
2011, portant délégation de signature à Monsieur Gilles PERRON, Directeur du Parc National
des Pyrénées, pour l'instruction et la délivrance des autorisations d'activités diverses dans la
réserve naturelle nationale du Néouvielle,

considérant que les activités décrites, dans la demande du pétitionnaire mentionné en supra,
sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

*La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le
Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être
contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.*

././.

- article premier :

Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles sus mentionnés, Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées autorise EDF - DTG à organiser un hélicoptage et survol - dépose du et dans le cœur du Parc National des Pyrénées et la réserve naturelle nationale du Néouvielle dans les conditions suivantes :

- objet du survol et des déposes : réalisation de sondages sur les stations hydrométriques et nivométriques d'altitude
- société : SAF - pilote J. DELHOMME
- plan de vol :

Site, localisation	type	nature de l'intervention	date et heure prévues	durée prévue
Concentrateur Pragnères Gare arrivée téléphérique	Concentrateur	maintenance et remise à niveau	02/09/2014 09h	3 heures
Cestrèdes prise d'eau du G.U.Pragnères	station hydrométrique	pointage, prélèvement données et remise à niveau	02/09/2014 12h00	3 heures
Barrada 42°49'001 N - 0°05'787 W	NRC: nivomètre à rayonnement cosmique	maintenance et remise a niveau	03/09/2014 09h00	3 heures
Concentrateur Camplong Cheminé d'équilibre conduite de Camplong	Concentrateur	Maintenance et remise à niveau	03/09/2014 12h00	3 heures

Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation.

Les préconisations suivantes seront respectées :

- en vallée d'Aure (*Hautes-Pyrénées*), l'approche des ouvrages à contrôler se fera en aplomb vertical et non en "rase motte" afin de respecter les zones de quiétude de la faune sauvage. Cette consigne à pour objet de protéger le lagopède lapin, le grand tétras et l'isard, espèces présentes en hiver dans la réserve naturelle nationale du Néouvielle,
- en vallée de Luz Saint Sauveur - Gavarnie (*Hautes-Pyrénées*), le survol de la falaise d'Ossoue est interdit car le jeune gypaète est sur le point de quitter l'aire,
- dans toutes les vallées, pas de rase motte afin de respecter les zones de quiétude de la faune sauvage. Cette consigne a pour objet de préserver, notamment, des espèces comme le lagopède lapin, le grand tétras et l'isard.

Les déposes de personnel seront les plus courtes possibles.

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

././.

Elles sont exceptionnellement autorisées par la présente.

- article deux :

La présente autorisation est délivrée pour le mardi 2 septembre et mercredi 3 septembre 2014 et les destinations mentionnées en supra.

En cas d'impossibilité de réaliser le survol et les déposes à la date mentionnée en supra, en raison d'une météorologie défavorable, le pétitionnaire s'engage à prévenir le Parc National des Pyrénées de la date de report. Il pourra alors avoir lieu le jeudi 4 septembre et le vendredi 5 septembre 2014.

- article trois :

Les personnels assermentés et commissionnés du Parc National des Pyrénées sont chargés de la vérification de l'application des prescriptions mentionnées en supra. La présente est délivrée sous réserve des autorisations utiles au titre de tout autre réglementation. Elle doit être présentée à toute demande d'un agent du Parc National des Pyrénées.

- article quatre :

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc National des Pyrénées disponible sur www.parc-pyrenees.com

Fait à Tarbes, le jeudi 31 juillet 2014.



810
Pour le Directeur et par délégation, Gilles PERRON
Directeur du Parc National des Pyrénées
Le Secrétaire Général
Yves HAURE

Parc National des Pyrénées - villa Fould - 2, rue du IV septembre - boîte postale 736 - 65017 TARBES CEDEX

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux formulé, par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc National des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.